

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### Identification du pouvoir adjudicateur :

Lorient Agglomération  
CS 20001  
56314 LORIENT Cedex  
Tél : 02 90 74 71 95

Adresse internet de l'acheteur :  
<https://www.lorient-agglo.bzh>

Adresse internet du profil d'acheteur :  
<https://marches.mégalis.bretagne.bzh>

### Objet de la consultation :

**ETUDES DE DANGERS ET AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES DES SYSTEMES  
D'ENDIGUEMENT DE RIANTEC**

**Date limite de remise des offres fixée au : 27/06/2025 à 12 h 00.**

**Une visite sur site est conseillée  
(cf conditions à l'article 5.8)**

**Les candidats ont la faculté de poser leurs questions  
via la plateforme Mégalis Bretagne jusqu'au : 13 JUIN 2025**

**Une réponse sera apportée au plus tard le : 20 JUIN 2025**

### Information préalable sur la dématérialisation des échanges :

L'offre du soumissionnaire doit impérativement être transmise par voie électronique depuis le profil d'acheteur Mégalis Bretagne, aucune réponse sur support papier n'est autorisée. Toute offre reçue sur support papier sera considérée comme irrégulière.

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre. Ainsi, par la seule remise d'un pli, l'opérateur économique confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer les pièces du marché par voie électronique dans les conditions prévues à l'annexe 3 du présent règlement de la consultation.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet :

la réalisation des études d'autorisation environnementale des ouvrages de protection contre les inondations et submersions de la commune de Riantec :

- système d'endiguement du Riant et aménagement hydraulique de la vanne de Locjean
- système d'endiguement du Stervins

Lieu d'exécution :

- Riantec (56) - ouvrages à étudier et zones protégées
- Lorient (56) - maison de l'agglomération

Code CPV (vocabulaire commun des marchés) :

- 79311000-7 Services d'études
- 71335000-5 Etudes techniques

## **ARTICLE 2 - DECOMPOSITION EN LOTS SEPRES**

Le marché n'est pas décomposé en lot. En effet, la nature des prestations ne permet pas le découpage en lots séparés, celles-ci sont confiées à un prestataire unique sous portée d'agrément au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, réputé compétent pour l'ensemble des sujétions techniques d'étude à réaliser.

## **ARTICLE 3 - MODE DE PASSATION**

### **3.1 - Procédure de passation :**

La présente consultation est passée en procédure formalisée conformément aux articles L. 2124-1 et R. 2124-1 de code de la commande publique. Il s'agit d'un appel d'offres ouvert suivant les articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code précité.

Il s'agit d'un marché de service (prestation intellectuelles)

### **3.2 - Forme du marché :**

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre.

Il s'agit d'un marché à tranches.

Le marché concerne 3 ouvrages sur la commune de Riantec :

- La digue-route de Kerner
- La vanne de Locjean sur le remblai de la RD33
- La digue-route de Stervins

Le marché comporte une tranche ferme (TF) pour la réalisation des dossiers d'autorisation des ouvrages de protection contre les inondations et les submersions sans travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique.

La tranche ferme comprend en outre une étude de faisabilité de solution de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique.

La tranche ferme est décomposée en 3 phases :

- Phase n°1 : Diagnostic approfondi, étude de faisabilité de modification et confortement au titre de la sécurité hydraulique, étude de conception AVP pour la continuité piscicole (équipement)
- Phase n°2 : Réalisation des études de dangers sans travaux
- Phase n°3 : Réalisation des dossiers d'autorisation environnementale

Le marché comprend 9 tranches optionnelles (TO) qui seront affermies en cas de décision de Lorient Agglomération d'engager des travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique.

- TO1 : Etudes AVP des travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique de l'ouvrage du Riant

- TO2 : Etudes AVP des travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique de la vanne de Locjean et du talus RD33
- TO3 : Etudes AVP des travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique de l'ouvrage de Stervins
- TO4 : Eléments complémentaires à la phase 2 de la Tranche ferme sur l'ouvrage du Riant pour une étude de dangers avec travaux, y compris complément du dossier d'organisation
- TO5 : Eléments complémentaires à la phase 2 de la Tranche ferme sur la vanne de Locjean et le talus RD33 pour une étude de dangers avec travaux, y compris complément du dossier d'organisation
- TO6 : Eléments complémentaires à la phase 2 de la Tranche ferme sur l'ouvrage de Stervins pour une étude de dangers avec travaux, y compris complément du dossier d'organisation
- TO7 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la constitution des évaluations environnementale en cas de travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique sur l'ouvrage du Riant.
- TO8 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la constitution des évaluations environnementale en cas de travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique sur la vanne de Locjean et le talus RD33
- TO9 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la constitution des évaluations environnementale en cas de travaux de modification et de confortement au titre de la sécurité hydraulique sur l'ouvrage de Stervins

#### **ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

La durée prévisionnelle du marché est de **36 mois** à compter de la date de notification et s'achève par la réalisation des missions/prestations et le règlement du solde financier.

Le délai d'exécution de la tranche ferme est de **18 mois** et débute à compter de la notification du marché.

Le délai maximum d'exécution de chaque tranche est le suivant :

- Tranche ferme : 18 mois à compter de la notification du marché.
- Tranche optionnelle :
  - TO1 / TO2 / TO3 : 4 mois à compter de l'ordre de service d'affermissement de chaque tranche, quel que soit le nombre d'ouvrages concernés ;
  - TO4 / TO5 / TO6 : 8 mois à compter de l'ordre de service d'affermissement de chaque tranche, quel que soit le nombre d'ouvrages concernés ;
  - TO7 / TO8 / TO9 : 12 mois à compter de l'ordre de service d'affermissement de chaque tranche, quel que soit le nombre d'ouvrages concernés.

Délai d'affermissement : le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de chaque tranche optionnelle est de 18 mois à dater de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme, après validation de la partie 1 de la tranche ferme.

Le délai de réalisation de la tranche ferme pourra être suspendu le temps de la réalisation d'une ou plusieurs tranches optionnelles.

La prestation de la tranche ferme est décomposée en 3 phases, dont les délais partiels d'exécution sont les suivants, hors délais de validation indiqués à l'article 4.3 du présent acte d'engagement :

- Phase n°1 : Diagnostic approfondi, étude de faisabilité de modification et confortement au titre de la sécurité hydraulique, étude de conception AVP pour la continuité piscicole (équipement) : 10 mois à compter de la notification du marché ;
- Phase n°2 et 3 : Réalisation des études de dangers sans travaux et des dossiers d'autorisation environnementale : 8 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des phases 2 et 3, à l'issue de la phase n°1.

Le candidat a la possibilité de proposer un délai moindre à l'acte d'engagement.

Date prévisionnelle de début des prestations : OCTOBRE 2025.

## **ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES**

### **5.1 - Nature et étendue du besoin :**

La prestation comprend la réalisation des dossiers d'ingénierie technique et réglementaire nécessaire à la réalisation des dossier d'autorisation environnementale de deux systèmes d'endiguement : celui du Riant (un ouvrage de défense contre la mer et un aménagement hydraulique contre les crues du Riant) et celui de Stervins (un ouvrage de défense contre la mer).

La prestation ne comprends pas les prestations d'acquisition de données complémentaires (topographie, géotechnique...) qui seront prise en charge par Lorient Agglomération, ni la rédaction des actes juridiques (conventions), ni la réalisation des évaluation environnementales (le cas échéant).

### **5.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (options) :**

Prestations supplémentaires éventuelles facultatives : non

Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires : non

### **5.3 - Variante :**

Sans objet.

### **5.4 - Conditions d'exécution :**

Les modalités d'exécution du marché sont indiquées à de l'acte d'engagement valant CCAP et au CCTP.

### **5.5 - Forme et contenu du prix :**

Le marché est à prix unitaire et forfaitaire.

Les prix sont révisables dans les conditions à l'acte d'engagement valant CCAP.

### **5.6 - Assistance à Maîtrise d'ouvrage :**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par Lorient Agglomération. Le suivi de la prestation est effectué par un comité technique (COTEC) et un comité de pilotage (COPIL) regroupant les acteurs du territoire.

Lorient Agglomération est accompagné d'un assistant à maîtrise d'ouvrage : le bureau d'étude SCE Aménagement et Environnement sis 4 rue Viviani 44262 NANTES qui assurera des prestations d'accompagnement du prestataire et de validation des livrables.

### **5.7 - Visite sur site :**

Une visite sur site est conseillée.

Les conditions de réalisation de la visite sur site sont les suivantes : les sites sont accessibles depuis le domaine public. Un point d'attention est toutefois à observer pour la sécurité des intervenant en ce qui concerne l'accès à la vanne de Locjean sur la RD33 : l'ouvrage est situé au sein du talus routier d'une route départementale à fort trafic sans possibilité de stationnement à proximité immédiat de l'ouvrage. De plus, ce même ouvrage présente des défauts de sécurité (escaliers et gardes-corps endommagés).

Des données de visite récente (janvier 2025) sont jointes au dossier de consultation.

## **ARTICLE 6 - FINANCEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT**

Le financement de la consultation est inscrit en section investissement du budget de Lorient Agglomération.

Les dispositions relatives aux modalités de paiement sont indiquées à l'acte d'engagement valant CCAP.

## **ARTICLE 7 - MODALITES DE CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT**

Forme que devra revêtir le groupement après attribution : conjoint (avec mandataire solidaire) ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire et représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations membres du groupement. L'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est à annexer à l'acte d'engagement.

Il est possible de présenter pour le marché ou un des lots de la procédure plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

## **ARTICLE 8 - ACCES AUX DOCUMENTS DE CONSULTATIONS**

### **8.1 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R. 2132-2 du code précité, Lorient Agglomération met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)

Le téléchargement des pièces de la consultation avec un compte utilisateur sur la plateforme de dématérialisation Megalis Bretagne **est fortement conseillé** pour être informé d'éventuelles modifications ou des réponses apportées aux questions posées.

L'annexe n°2 précise les actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique.

L'attribution et l'envoi des courriers de rejets seront adressés par voie électronique à l'adresse mail utilisée pour le téléchargement des pièces de la consultation ou à défaut à l'adresse mail référencée dans le dossier. Ainsi, une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... qui pourraient nuire à leur bonne information.

### **8.2 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises mis à disposition en ligne**

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement valant CCAP et son annexe financière (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- la Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- l'annexe n°1 - Inspection des ouvrages de Riantec ;
- l'annexe n°2 - planning prévisionnel indicatif ;
- le document « DC4 » relatif à sous-traitance.

### **8.3 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 9 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en langue française.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre des candidatures et/ou des offres (par exemple le contenu des CV) seront strictement utilisées pour l'analyse des candidatures et/ou des offres de la présente consultation. Lorient Agglomération s'engage à ce que les informations transmises :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le degré nécessaire de protection eu égard à leur nature ;
- soient utilisées aux seules finalités définies dans le cadre de la réalisation du marché ;
- ne soient en aucun cas divulguées à des tiers sans information préalable du Soumissionnaire ;
- plus largement, à respecter l'ensemble des dispositions relatives à la protection des données personnelles notamment la Loi Informatique et Libertés modifiée par le Règlement Général relatif Protection des Données du 27 avril 2016 (N°2016/679)

Le candidat présente sa candidature :

- soit sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui s'apparente à un formulaire à compléter directement sur le profil d'acheteur. Le candidat complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, capacité économique et financière et capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME n'apparaît pas ;
- soit sous la forme des formulaires DC1 (lettre de candidature) DC2 (déclaration de candidats) disponibles à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

## 9.1 - Documents relatifs à la candidature

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation. En application de l'article R. 2143-12 du code précité, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signé par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

Si le candidat souhaite répondre via le DUME et qu'il a l'intention de sous-traiter une partie du marché, chaque sous-traitant doit remplir un DUME.

Les pièces de candidature à remettre sont :

- Une lettre de candidature dûment remplie ;
- Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société ;

Pour justifier de ses capacités économiques et financières, techniques et professionnelles, telles que prévues aux articles R. 2142-6 à R. 2142-14 du code précité, le candidat fournira les renseignements suivants :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (des éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans pourront être pris en compte). Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique :
  - a) 3 Références relatives à la réalisation d'études de dangers d'ouvrage hydraulique de nature comparable à celle objet de la présente consultation ;
  - b) 3 Références d'évaluation de performance géotechnique et hydrogéotechnique par modélisation (si les références précédentes ne le couvrent pas) ;
  - c) 3 Références d'étude de conception de dispositif de franchissement piscicole.

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat notamment du chef de projet et des référents / experts mobilisés sur chaque thématique :
  - a) Dossiers réglementaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques (EDD, dossier d'autorisation environnementale, VTA...) ;
  - b) Modélisation hydraulique maritime ;
  - c) Modélisation hydraulique fluviale ;
  - d) Modélisation de la stabilité géotechnique ;
  - e) Modélisation hydro-géotechnique ;
  - f) Conception de dispositif de franchissement piscicole.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera.

S'agissant de la réalisation d'étude de dangers d'ouvrages hydrauliques au titre de l'article R.214-116 du code de l'environnement, le candidat devra impérativement disposer d'un agrément en tant qu'intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques en cours de validité : « digues et barrages - études et diagnostics » ou « barrages de classe C et digues - études et diagnostics ».

## 9.2 - Documents relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement dûment complété et daté auquel est jointe son annexe financière (DPGF aux formats Excel et pdf) ;
- L'indication de la part de marché que le prestataire a éventuellement l'intention de sous-traiter ;
- Un mémoire technique détaillant notamment les éléments suivants :
  - a) Notice de compréhension du besoin ;
  - b) Méthodologie de réalisation de chaque partie et tranche ;
  - c) Moyens techniques et humains mobilisés :
    - Présentation de l'organisation du candidat unique ou du groupement : interlocuteur unique (chef de projet), responsables thématiques, experts et référents associés...
    - Gestion de projet et contrôle qualité ;
    - Dossiers réglementaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques ;
    - Modélisations hydrauliques (maritime et fluviales) ;
    - Modélisations géotechniques et hydro-géotechniques ;
    - Conception de dispositif de franchissement piscicole.

Pour les moyens humains, les CV sont joints en annexe. Le Candidat peut compléter la présentation de l'expérience des membres de l'équipe par des références détaillées.  
Pour les logiciels mobilisés, une fiche de présentation des fonctionnalités est joint en annexe.

  - d) Exemple de livrables (extraits) ;
  - e) Planning prévisionnel d'intervention des cas d'école 1, 2 et 3 (voir DPGF)

NB :

- Le candidat ne doit pas remettre en accompagnement de son offre, le CCAP, le CCTP ou le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.
- Il n'est pas attendu du candidat de paraphraser le CCTP ou des articles du code de l'environnement. Si l'offre du candidat est conforme sans ajout spécifique, il peut être fait référence aux articles du CCTP ou du code de l'environnement.

## ARTICLE 10 - CRITERES DE JUGEMENT

### 10.1 Critères de sélection des candidatures

Sont éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité

économique et financière, les capacités techniques et professionnelles paraissent insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

## **10.2 Critères d'attribution**

Conformément à l'article R. 2161-4 du code précité, Lorient Agglomération peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères suivants :

Critères de choix des offres	Pondération	Sous critères	Pondération
Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique	60%	1 - Compréhension du besoin	25%
		2 - Moyens techniques, compétences expériences de l'équipe dédiée en modélisations hydrauliques	25%
		3 - Moyens techniques, compétences expériences de l'équipe dédiée en modélisations géotechniques et hydro-géotechniques	25%
		4 - Méthodologie de réalisation, relation avec le maître d'ouvrage et ses partenaires, contrôle qualité interne	15%
		5 - Délais de réalisation et cohérence du planning prévisionnel	10%
Prix apprécié au vu du montant global de la DPGF	40%	1 - Montant tranche ferme seule	40%
		2 - Montant tranche ferme + tranches optionnelles	60%

En cas de discordance constatée dans une offre, le candidat sera invité à rectifier les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées afin de permettre l'analyse de son offre.

Les notes sont ensuite pondérées et classées en application des pourcentages indiqués ci-dessus.

## **ARTICLE 11 - REMISE DES PLIS**

### **11.1 Délai de remise des plis**

Les candidatures et les offres doivent être réceptionnées par voie électronique avant le délai indiqué en page de garde du présent Règlement de la Consultation.

### **11.2 Modalités de remise des plis et signature électronique**

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être transmis **obligatoirement par voie électronique depuis le profil d'acheteur Mégalis Bretagne avant la date limite de remise des offres**. La transmission des offres par mail n'est pas autorisée. Les opérateurs économiques doivent s'assurer, avant la constitution de leur pli, que les fichiers transmis ne contiennent pas de virus.

La transmission de la réponse s'effectue :

- **Soit avec le formulaire DUME**
  - o Renseigner votre DUME en ligne et joindre vos documents ou fournir votre DUME en pièce libre
  - o Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre
- **Soit sans le formulaire DUME**
  - o Joindre l'ensemble des pièces relatives à la candidature et à l'offre

Conjointement et conformément à l'article R. 2132-11 du code précité, les opérateurs économiques ont la



faculté d'adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique (type CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou lien vers un cloud, une copie de sauvegarde des documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Dans ce cas, ils doivent faire parvenir cette copie dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » et doit parvenir avant la date limite de remise des plis. Cette copie ne peut être ouverte que lorsqu'un pli, reçu dans les délais par voie électronique, n'a pas pu être ouvert par Lorient Agglomération. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par Lorient Agglomération. Le candidat peut également transmettre cette copie de sauvegarde par voie dématérialisée, via une plateforme cloud.

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra porter la mention [COPIE DE SAUVEGARDE - 25033] NE PAS OUVRIR et :

- ➡ soit être envoyée par la Poste à l'adresse suivante :

**Monsieur le Président de Lorient Agglomération**  
**Pôle Ressources**  
**Direction des Affaires Juridiques et de l'Achat**  
**Commande Publique**  
**CS 20001**  
**56314 LORIENT cedex**

- ➡ soit être remise directement, de 8h30 à 12h et de 14h à 17h (12h le dernier jour de réception) à :

**Monsieur le Président Lorient Agglomération**  
**Commande Publique**  
**Maison de l'Agglomération**  
**Accueil - Rez-de-chaussée**  
**Esplanade du Péristyle**  
**56100 LORIENT**

L'annexe 2 « actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique » fixe des préconisations d'usage à la réponse électronique.

**La signature électronique n'est pas requise au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.**

Seul le candidat proposé à l'attribution du marché est sollicité pour signer sa candidature (déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner conformément à l'article R. 2143-3 du code précité, cf. annexe 1 du présent règlement de la consultation) et son acte d'engagement.

En cas de groupement d'opérateurs : le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner, dûment signée par le représentant légal de l'opérateur ou une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).

En cas de sous-traitance déclarée dans la candidature ou l'offre de l'attributaire, la déclaration de sous-traitance est à fournir, signée par les représentants légaux de l'attributaire et du sous-traitant ou par des personnes habilitées (pouvoirs à fournir le cas échéant).

L'annexe 3 du présent règlement de la consultation apporte des indications sur les certificats de signature électronique.

## **ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS ET INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **12.1 Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre technique et/ou administratif qui leur seraient nécessaires ou formuler des questions en cours de consultation, les opérateurs économiques sont invités à poser leurs éventuelles questions ou demandes sur le profil d'acheteur Mégalis Bretagne.

Les candidats ont la faculté de poser leurs questions jusqu'à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

En cas de difficultés, la commande publique demeure à votre disposition au :

Tél : 02.90.74.71.95  
mail : [commande-publique@agglo-lorient.fr](mailto:commande-publique@agglo-lorient.fr)

### **12.2 Interdictions de soumissionner facultatives**

Conformément aux dispositions des articles L. 2141-7 et suivants du code précité, Lorient Agglomération peut exclure de la présente procédure de passation :

- Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur ;
- Les personnes qui :
  - o Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
  - o Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.
- Les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
- L'acheteur peut exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

### **12.3 Autres**

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours et instance en charge des procédures de recours:

**Tribunal administratif de Rennes**  
**3 Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex**  
**Téléphone : 02 23 21 28 28**  
**Mail : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)**

## **Annexe 1 : Déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner**

Je soussigné(e), M/MME [nom et qualité] \_\_\_\_\_  
représentant et ayant pouvoir pour engager la société \_\_\_\_\_

**Le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur**, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction posée par les articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

### **Sont exclues de la procédure de passation des marchés publics :**

- a. Les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

- b. Les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.

Cette exclusion n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, ont conclu et respectent un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes.

- c. Les personnes :

1° Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

2° Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

3° Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, et qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

- d. Les personnes qui :

1° Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

2° Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail ;

3° Ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la

régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation du 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail et enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Cette exclusion n'est pas non plus applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale.

- e. Les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

A

Le,

Signature

## ***Annexe 2 : Actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique***

**Prérequis :** Le fonctionnement en bonne et due forme de la plate-forme Mégalis Bretagne nécessite le respect de prérequis. Le candidat doit s'assurer de la configuration de son environnement informatique. L'outil offre un module pour « tester la configuration de votre poste » (rubrique « prérequis techniques » en bas de page ou pour en savoir plus sur les prérequis ([cliquez ICI](#))).

Besoin d'aide :

- un guide utilisateur est disponible sur Mégalis Bretagne : [Télécharger le guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques](#)
- des consultations tests peuvent être réalisées sur la plateforme pour se préparer à la réponse électronique.
- en cas de difficultés techniques, vous pouvez contacter la hotline au 0 820 20 77 43.

**Compte entreprise :** l'inscription et l'authentification sont nécessaires pour répondre électroniquement. Le candidat doit s'assurer de la mise à jour du numéro de SIRET de son compte entreprise.

Les plis transmis sont horodatés par la plate-forme <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la Consultation. Tout pli qui parviendrait après sera considéré comme hors délai.

### ***Annexe 3 : Précision sur la signature électronique de l'offre***

Bien que l'opérateur ne soit pas dans l'obligation de signer électroniquement son offre au stade du dépôt, il sera tenu de la signer par voie électronique en cas d'attribution et dans les conditions déclinées ci-dessous :

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES. L'attributaire est invité à privilégier le format électronique PAdES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.
- La signature électronique implique l'utilisation d'un certificat de signature électronique qualifié délivré par un prestataire de service de confiance répondant aux exigences du règlement eIDAS, soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (eIDAS). L'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, pris en application du règlement européen précité, redéfinit les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré comme ayant valablement donné son consentement. Cet arrêté opère la transition entre le certificat de signature électronique conforme au référentiel général de sécurité (RGS), précédent standard, et le certificat « eIDAS » prévu par la réglementation européenne, conforme au règlement européen précité sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste cependant valable jusqu'à son expiration si celle-ci est postérieure au 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui a fourni un ou plusieurs services de confiance qualifiés et a obtenu de l'organe de contrôle le statut qualifié (article 3.20 du règlement eIDAS). En France, l'organe de contrôle, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (ANSSI), dresse une liste des prestataires habilités disponible à l'adresse suivante : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations résultant du règlement eIDAS et de l'arrêté du 12 avril 2018 précité. Dans ce cas, le candidat doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification gratuite de la signature et de l'intégrité de ces derniers, par le pouvoir adjudicateur, en transmettant concomitamment les éléments nécessaires à la vérification de la validité. Le signataire indique à l'appui la procédure permettant la vérification de la validité en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée avec une notice d'explication en français.